l'usage & commerce des hommes ; tant & toutefois qu'en chacune desdites Républiques & Monarchies se peut remarquer que par tems & occasion, la nécessité avoit en cet endroit, comme en tous autres, forcé & vaincu la loi contre la volonté des Rois, Princes, Monarques, & Peuples politiques.

SIRE : tel est le langage d'un Magistrat chargé des intérêts publics & de la conservation des droits sacrés de votre Couronne.

Les Rois Henri III. Henri IV. & Louïs XIII. ont confirmé par des Déclarations les Immunités dont le Clergé étoit en possession. Les Procès verbaux de nos Assemblées prouvent, que sous leurs règnes nos dons ont toujours été gratuits, & ne nous ont jamais été demandés que comme des témoignages de nôtre zèle & de notre affection.

Les Commissaires de votre auguste Bisaycul en 1655. voulurent introduire dans l'Assemblée un langage nouveau. Celui qui porta la parole, avança des maximes peu favorables aux Immunités de l'Eglise ; l'Assemblée justement alarmée, fit au Roi ses plus humbles représentations, & elle eut la consolation d'être rassurée par la bouche de Sa Majesté, qui voulut bien dire : *Qu'il étoit en la liberté du Clergé d'accorder ou de refuser ce qu'elle lui avoit fait demander ; qu'aussi, elle ne considèroit ce don qu'il lui faisoit, que comme une pure gratification.*

Le même Commissaire du Roi, dans l'Assemblée de 1660, hazarda encore les mêmes principes ; & sur les plaintes que le Clergé en porta à Sa Majesté, elle eut la bonté d'écrire une Lettre à l'Assemblée, dans laquelle elle lui manda n'avoir donné aucun ordre aux Commissaires de son Conseil, *que de la convier à lui accorder un secours prompt & considérable dans la nécessité pressante de ses affaires par pure gratification.*

Ces sentimens de Louïs XIV. ne varierent point dans la suite de son règne. Si des besoins pressans l'obligèrent en 1695. & en 1701. d'établir une Capitation générale sur tous ses Sujets, les Ecclésiastiques en furent exempts. Lorsque en 1710. il se trouva forcé d'exiger le Dixième de tous les revenus de son Royaume, non-seulement les Biens de l'Eglise ne furent point assujettis à cette imposition, mais par le Contract qu'il plût à Sa Majesté de passer avec le Clergé le 13. Juillet 1711. & par sa Déclaration du 14. Octobre de la même